

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

VENDREDI
21

NOVEMBRE
1975

N° 40

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

franco est mort à bas juan carlos !

Franco est enfin mort. Le jour anniversaire de l'exécution par la République espagnole de Primo de Rivera, fondateur de cette «phalange» fasciste qui gouverne l'Espagne depuis trente-six ans. Symbole savamment organisé. Et qui recouvre une terrible réalité : celle du maintien, aujourd'hui, en Espagne, du même régime fasciste.

Plusieurs centaines d'arrestations en quelques jours. L'occupation par l'armée de tous les points stratégiques du territoire. La mobilisation de la sinistre garde civile pour quadriller le territoire, et particulièrement le pays basque : c'est la mise en place du sinistre plan «Lucero». Et, sur le plan économique, une hausse des prix combinée avec un blocage des salaires. Voilà, en quelques jours de son nouveau règne, les preuves que le successeur, Juan Carlos de Bourbon, a données de ses prétendues tendances «démocratiques», dont on nous rabat les oreilles. Juan Carlos a prêté serment de fidélité à Franco de son vivant, aux «idéaux du mouvement» après sa mort. Toutes les forces qui le portent aujourd'hui au pouvoir sont les garantes qu'il y restera fidèle. Le «pelele», le pantin, sera le roi des assassins.

Cependant, «l'opposition» qu'on nous présente, qu'a-t-elle à proposer comme perspective ? Ce représentant de la «junte démocratique», où siège particulièrement le parti «communiste» espagnol, le disait encore hier : pour ces gens-là, l'entente avec Juan Carlos est toujours possible, sous condition. Dans la politique de «main tendue» au nouveau chef de file du fascisme, pratiquée par ces «démocrates», se retrouve le sens de classe de leur projet : changer la forme, l'enveloppe du régime, mais en conserver le fond, les classes réactionnaires qui sont sa base même.

Autre chose est la lutte menée par les masses, ouvriers, paysans et autres couches du peuple contre l'exploitation et la terreur. C'est elle qui fait aujourd'hui reculer exploitateurs espagnols et impérialistes qui les soutiennent devant la perspective d'une démocratie, même bourgeoise, qui ouvrirait à la lutte un formidable champ d'action. C'est elle qui, demain, en aggravant la crise du régime, pourrait les contraindre à y recourir.

Monsieur Giscard d'Estaing, de son côté, adresse à Juan Carlos ses condoléances «à l'occasion de la mort de Franco qui, depuis près de quarante ans, a dominé l'histoire de votre pays». Et il prépare ses valises pour assister au sacre du pantin Juan Carlos.

Cette mort de Franco, pour nous, nous l'accueillerons avec joie. Comme celle d'un des fascistes les plus hideux produits par l'histoire contemporaine. Comme un facteur d'aiguinement de la crise du régime espagnol. A cette occasion, nous organiserons des réjouissances populaires : avec les anciens des Brigades Internationales et les Républicains en exil, nous évoquerons les combats du passé. Avec eux, et avec les nouvelles générations d'antifascistes, nous examinerons les problèmes de l'avenir. Nous dirons, dans la rue aussi, notre détermination de voir libérer les prisonniers politiques, rentrer les exilés et remplacer en fin le franquisme par la République Populaire et Fédérative.

Jean Lermet

voir nos
informations p8



sondage France-Soir-IFOP nouveau sondage, nouvelle intox

Les sondages d'opinion sont devenus en France une méthode de gouvernement. Selon le dernier en date, celui de «France-Soir»-IFOP, «73 % des français interrogés trouvent que la justice est trop indulgente, mais 63 % estiment que la police est efficace».

Que la justice soit trop indulgente, c'est l'évidence même lorsqu'on voit par exemple à Moulins, un patron libéré au bout de trois jours alors qu'il est responsable de la mort d'un ouvrier. Mais, ce n'est pas ça qui est en cause ici. Le mécontentement «sondé» à propos de la justice prépare des mesures pour empêcher que les magistrats ayant ces derniers temps inculpé plusieurs patrons, ne fassent école parmi leurs collègues.

suite page 4

PORTUGAL après la victoire des maçons LE GOUVERNEMENT AZEVEDO A LA DERIVE

voir p.7.

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER

MOBILISÉS... CONTRE LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS !

A Aubervilliers dans la cité Gabriel Péri, une femme Mme S. à qui l'électricité a été coupée depuis plus de 2 mois, risque une saisie d'un jour à l'autre. Des militants du PCR (ml), qui étaient intervenus samedi sur le quartier pour la journée d'action contre le chômage sont revenus dimanche après-midi, dans la cage d'escalier de cette femme pour mobiliser ses voisins, et les réunir le lendemain soir pour voir ce que les travailleurs peuvent faire contre les coupures d'électricité et les saisies. On convient donc pour lundi soir une réunion « aux chandelles » chez Mme S.

Mais le début de mobilisation des travailleurs du quartier entraîne aussi la réplique du P«C»F (qui tient la municipalité d'Aubervilliers) et qui ne s'était guère manifesté jusqu'alors. Le lundi, la gardienne, sans doute du P«C»F, avec un inspecteur des HLM vient faire pression sur Mme S. avec des arguments du genre : « Ça ne se fait pas des choses comme cela ». « Depuis quand voit-on des travailleurs organiser des réunions chez eux ? » « Pourquoi n'être pas venu me voir, on vous aurait réglé votre problème » « D'ailleurs on va arranger ça, avec les élus locaux ». Mme S., assez désespérée pendant longtemps, reprenant espoir dans la perspective de mobilisation de ses voisins, a été apeurée par ces pressions. D'autant plus qu'au moment où devait avoir lieu la réunion, la gardienne est revenue avec une dizaine de personnes du P«C»F, eux aussi, « mobilisés » contre la mobilisation des travailleurs !

une lectrice d'Aubervilliers

NOTRE DÉSIR D'UN JOURNAL VRAIMENT RÉVOLUTIONNAIRE

J'ai observé la distribution des tracts sur le chômage devant la mairie du 18ème, le samedi 15/11 vers 11 heures. Mais, j'ai remarqué, en descendant la rue du Poteau qu'aucun distributeur n'était là. Pourtant, je pense que le marché est très important car beaucoup de gens y passent. Pour permettre une extension d'informations sur les luttes et les combats d'ouvriers et de travailleurs, il faut distribuer des tracts dans les quartiers populaires. Bravo pour votre journal qui exauce notre désir d'un journal vraiment révolutionnaire.

Je vous envoie 10 F pour le journal.

un moins de 16 ans

CONTRE L'ISOLEMENT DES LUTTES...

D'abord félicitation pour le Quotidien. Enfin un journal qui répond aux vraies aspirations de tous ceux qui luttent. C'est une arme contre l'isolement des luttes recherché par les révisos. (...) j'aimerais que vous m'envoyiez du matériel de propagande, tracts, brochures, affiches, pour faire connaître le Quotidien. (...) Enverrai souscription dès que possible.

P.P. Ste ADRESSE.

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :

QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 paris
de 8 h.30 à 13 h.

Plusieurs lecteurs nous ont écrit pour nous avertir qu'ils avaient eu des difficultés à nous joindre au téléphone mardi et mercredi. Nous nous excusons auprès d'eux pour ce dérangement. Heureusement nous avons pu remédier rapidement à cet incident technique et le téléphone fonctionne à nouveau normalement.

FAIRE CONNAÎTRE LA VÉRITÉ AU PEUPLE

J'ai deux ans dans cette entreprise et comme beaucoup de camarades, j'ai assisté à de nombreuses critiques entre différents parti.

J'approuve très sincèrement votre façon de faire connaître la vérité au peuple en leur mettant sous les yeux des preuves et des faits accompagnés de témoignages. C'est ce que je viens vous

apporter en vous joignant la photocopie d'une lettre d'avertissement qui m'a été remise par Monsieur Germain exerçant la fonction de Chef du Personnel, parfait type de SS qui convient à cette entreprise pour mater les ouvriers.

un ouvrier de la CFEM (Martigues)

SOCIÉTÉ DES MÉTIERS MÉTALLIQUES

CF.E.M.

Usine de FOS-sur-MER

B. P. n° 10 - 13270 FOS-SUR-MER

N.C. BALON 72 R 122
N° ENTREPRISE 218.13.034.000
TELEPH. : LYONNEFOS
TELEX : 42.824
TEL. (01) 05.00.30

6 NOVEMBRE 1975

Honorable,

Au cours du mois d'OCTOBRE 1975, vous vous êtes absenté les jours nous prévenir et sans nous fournir de justification valable.

Nous ne pouvons tolérer une telle déconvoiture qui n'est pas compatible avec la bonne marche de l'entreprise et que nous sanctionnons par un nouvel avertissement.

Nous vous rappelons d'ailleurs que des sanctions ultérieures, sans justification ni autorisation vous exposent à d'autres sanctions qui peuvent être suivies de la suspension ou d'un renvoi. (Art 39 du Règlement Intérieur).

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Luizelli

je vous écris au sujet de ma boîte

Je vous écris au sujet de ma boîte (DIFOR organisme de vente par correspondance de montres et bijoux, une centaine d'employés). Qu'est-ce que certains patrons peuvent se permettre ! Il y a une semaine le patron affiche un nouvel horaire : 1 h supplémentaire tous les jours, plus 4 h le samedi. Auparavant il a embauché du personnel intérimaire pour 15 jours, et une ou deux personnes dans les services trop surchargés pour deux mois (!) au cas où on lui dirait quelque chose à cause du chômage. Le premier samedi quelques employées se permettent de ne pas venir ! Le lundi tout le monde est convoqué au bureau du chef du personnel, voici ce que nous avons entendu :

« Vous auriez pu téléphoner ça aurait été plus poli, ces heures sont obligatoires, c'est tout à fait légal, vous allez rattraper ces heures ». Deux employées se sont laissées un peu démonter alors qu'elles ont rattrapé les heures. Le chef du personnel les a emmenées dans sa voiture pour venir à 7 h. Elles ont fait 7 h - 18 h avec une heure de pause. Pour mon cas le fait que je garde ma fille le samedi (les

crèches sont fermées), il paraît que c'est ma vie privée, et que la vie privée passe après le travail ! Il fallait que ce soit mon mari qui m'amène, parce que, monsieur suppose évidemment qu'avec nos salaires on a forcément une voiture, de quoi payer l'assurance, la vignette... Alors il a dit « Je prends note ».

C'est un peu difficile d'organiser une action car il n'y a pas de syndicat, les anciennes sont habituées aux coups de bourre de fin d'année, cela permet de gagner un peu plus. Il y a aussi la crainte de perdre son emploi. Cela serait intéressant que vous publiiez dans le bloc note la loi relative aux heures supplémentaires, il y en a beaucoup qui croient qu'elles peuvent être sanctionnées. On va essayer d'organiser quelque chose avec le comité de lutte contre le chômage. Je pourrai vous écrire de nouveau, sur l'expérience de mon mari qui est chômeur, sur les problèmes des femmes, des crèches, prochainement.

Je vous souhaite bon courage à tous, salutations communistes.

J.B.

pour un douze pages six jours sur sept RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS

je souscris

10 F 50 F 100 F ___ F

Nom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

JE M'ABONNE

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

FRONT ROUGE

N°1 - NOUVELLE SÉRIE

est paru

LE NUMÉRO : 5 f

organe central du PCR (ml)

Passez votre commande :
FRONT ROUGE - BP 161
75864 PARIS CEDEX 18
CCP 31 191 14 La Source

communiqués

SEMAINE DE CINÉMA ET DE DÉBATS POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE, ORGANISÉE PAR L'ASSOCIATION DES AMIS DU QUOTIDIEN DU PEUPLE DE NANCY

VENDREDI 21 NOVEMBRE
« L'Heure de la libération »
L'HEURE DE LA LIBÉRATION
A SONNÉ né
de Heiny SROUR
20 h 30

Faculté des lettres
boulevard Albert 1er - NANCY
Depuis 10 ans, le peuple du DHOFAR se libère, les armes à la main, de l'oppression et édifie en même temps une société nouvelle.

SAMEDI 22 NOVEMBRE
« HISTOIRE D'A »
de Charles BELMONT et Marielle ISSARTEL avec le Groupe Information Santé.
17 h 00
Salle Saint-Nicolas
Place des Vosges - NANCY

20 h 30
C.A.C. - POMPEY
CHANGHAI AU JOUR LE JOUR
de Claudie BROUELLE
La vie quotidienne en Chine

VITRY
VENDREDI 21 NOVEMBRE
20 h 30
93, rue Rondenay (salle paroissiale)
Réunion de création d'une Association Populaire de Lutte sur le Quartier.

AIX-EN-PROVENCE
MEETING DE SOUTIEN AU FRAP
vendredi 21 novembre
20 h 30
Palais des Congrès
rue Maréchal Joffre

STRASBOURG
Réunion du Comité de Lutte
contre le chômage

Vendredi 21 novembre

20 h 30
MAISON DES SYNDICATS
10, rue Sedillot

Le Quotidien du Peuple
(publication du PCR (ml))
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par L.M.F.
Diffusé par les NMPP

pour un mouvement d'ensemble

POUR UN MOUVEMENT D'ENSEMBLE

Depuis des mois, à CIP-Bailleur, Chaufour, le Parisien Libéré, Caron-Ozanne, Piron-Bretonnelles, Griffet... la lutte pour l'emploi est à l'ordre du jour ! Déjouant de multiples attaques et tentatives d'asphyxie, on ne se contente pas de rester mobilisé. Partout sont prises des initiatives de plus en plus larges de popularisation de leur lutte. Ce que recherchent les grévistes, dans les faits, c'est le soutien des autres travailleurs (spectaculaires manifestations des grévistes des Grues Griffet, blocage de l'enlèvement des machines chez Piron, «tour de France de l'emploi» des CIP venant après la remise en route de la production, multiples interventions des ouvriers du livre dont la sortie de journaux sur leur outil de travail...). Leur présence dans les mobilisations syndicales (23 septembre, 4 octobre...) posent déjà le problème de l'organisation de rencontres ouvrières, l'unification (par localité, par branche d'industrie...) des luttes et de leur soutien, tel que cela s'est posé par exemple à Marseille entre nos cama-

rades de Lozai-Babcock, Griffet et de la SPECI, voilà ce dont témoignent le plus souvent ces luttes résolues.

AU DELA DES JOURNÉES D'ACTION SYNDICALE

Les dirigeants Confédéraux CGT et CFDT sont assaillis d'injonctions de nos syndicats de la Fonction Publique et Nationalisée, de la Métallurgie et du Bâtiment reflétant l'aspiration de couches de plus en plus larges de travailleurs à unir leurs luttes et à entrer en action de manière efficace, coordonnée. Présente dans la plupart des manifestations, cette volonté tend à prendre une force telle que les faux communistes du P«C»F et les réformistes qui ne peuvent pas l'éviter ! Aussi tentent-ils (et surtout les révisionnistes qui, à la tête de la CGT, en ont les moyens) de canaliser les initiatives dans un processus compatible avec leurs visées : redonner une crédibilité (bien entamée !) à la Gauche, faire de la combativité des ouvriers et employés un support pour les perspectives parlementaires

du P«C»F (et, à un moindre degré, pour la social-démocratie, le plus souvent bousculée sur le terrain des luttes depuis septembre)... Aussi, comme au rythme d'une «savante» graduation, nous sommes conviés à descendre dans la rue, professions par professions, et (à partir de décembre) par départements et par régions ! Mais la détermination de notre classe bouleverse déjà ce mécanisme cynique de récupération ! Autour des entreprises en lutte, qui de Air France à Rhône-Poulenc-Chalampé ont affronté à maintes reprises l'appareil policier (démarrant le «libéralisme musclé»), ou qui de Soretex-Angers à Paris-Rhône-Lyon ont maintenu les revendications malgré les coups de la justice de classe, plus de 300 usines, chantiers et magasins sont à l'action depuis octobre. Car ce sont de larges bataillons de la classe ouvrière et des autres travailleurs qui posent ainsi, dans leur pratique de masse, la question d'un réel mouvement d'ensemble. C'est de ça que la bourgeoisie a peur. C'est pour cela qu'elle mène une «politique de force», reflet de sa faiblesse, de l'échec de sa démagogie.

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE



POUR L'EMPLOI ET LES SALAIRES UNE MÊME OFFENSIVE SE DESSINE

Car ce ne sont plus seulement des luttes contre les fermetures qui se déroulent. Les débrayages contre la répression anti-syndicale et anti-ouvrière, contre les licenciements de militants ou de secteurs combatifs entiers, n'en restent pas là : à cette occasion, les camarades déposent leurs cahiers revendicatifs, remettent violemment en cause la légalité et la justice de la classe au pouvoir (notamment par rapport à la large compréhension qui s'opère sur le terrain des accidents du travail) ! Plus de 50 usines ont connu l'occupation ou sont actuellement toujours occupées, depuis deux mois ! Et

ceci, sans recenser les mouvements partiels tenus contre le samedi de nuit, les cadences, etc... dans de multiples entreprises (telles que la SMN, Berliet...)! Mais c'est bien pour l'embauche et le pouvoir d'achat (pour compenser les pertes dues au chômage partiel, mais aussi «pour prendre la revanche salariale de l'an dernier» dans la Fonction Publique, par exemple), que se portent les coups grandissants contre le chantage et la politique de crise de la bourgeoisie !

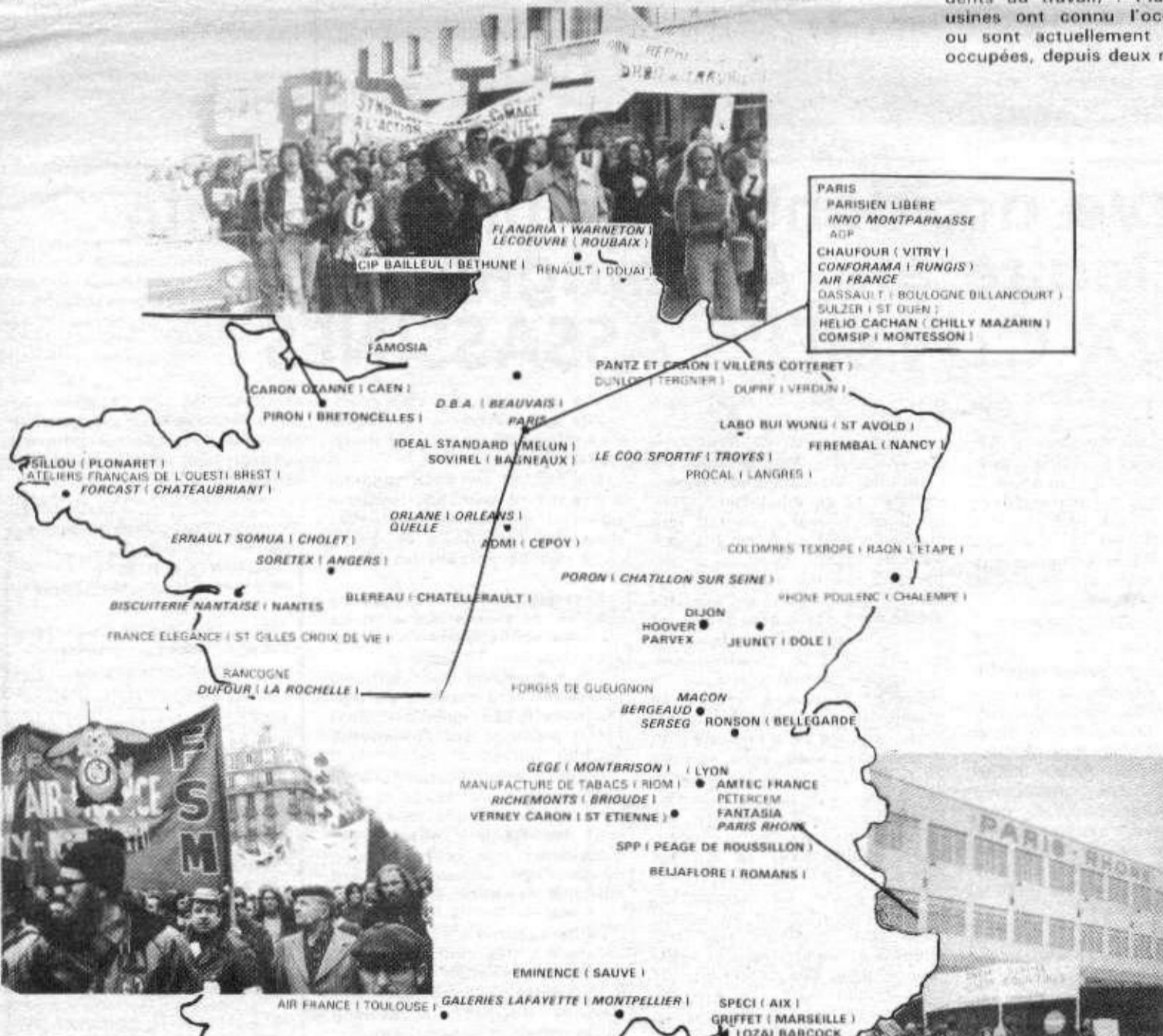
QUAND LA CLASSE OUVRIÈRE PREND SES LUTTES EN MAINS

Dans le Livre, où les perspectives de lutte sont bridées par la politique réformiste de la direction de la FFIL, à Air France, aux Assurances de Paris, à Paris-Rhône... les faux communistes (par le biais de la CGT) cherchent à en finir avec les conflits qui durent et qui peuvent cristalliser la volonté d'offensive de la classe ouvrière, lorsque les travailleurs prennent en main la lutte et font eux-mêmes l'expérience du projet révisionniste. Au tri PTT-Austerlitz, ce n'est que de quelques voix que le P«C»F a pu arracher la reprise, contribuant à ouvrir les yeux à de nombreux postiers sur le fait qu'un mouvement de lutte remettant en cause la politique de la bourgeoisie et sa répression ne se tiendra pas sans balayer les partisans d'une gestion «de gauche» du système !

C'est ce que les travailleurs de Sovirel, d'ailleurs, avaient commencé à marquer clairement en «remerciant» le député du P«C»F qui s'efforçait (comme dans de nombreuses autres luttes) de récupérer leur grève au profit de la campagne menée par les révisionnistes sur «les libertés», à contre-courant des préoccupations ouvrières !

VERS LE MOUVEMENT D'ENSEMBLE

C'est dans cette multiplicité des conflits de classe, dans leur déroulement ferme, comme dans le caractère de plus en plus conscient des affrontements tant avec l'appareil d'État qu'avec les manœuvres de la gauche (et surtout du P«C»F) que nous voyons se matérialiser chaque jour les conditions d'une offensive politique de la classe ouvrière. Casser les plans de chômage et d'austérité, affirmer la volonté ouvrière d'émancipation politique, remettre en cause les projets d'aménagement de la crise, à une échelle de masse : voilà les enjeux vers lesquels avancent nos luttes !



politique

en bref

le congrès des jeunes de la CFTC

La CFTC (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) tient son 38^e Congrès du 20 au 23 novembre à Clichy pour soi-disant préparer un plan d'action contre le chômage. Jugons-en : Tessier, le président, tient à réaffirmer que la grève à tout moment, ce n'est pas un bon moyen, et qu'il faut plutôt suivre la voie de la concertation, que la solution au chômage, ce sont de meilleures prévisions économiques de la part du gouvernement. Comme si justement, ce que prévoit la bourgeoisie, ce n'était pas le chômage ! Le Congrès de la CFTC, c'est le congrès des jeunes ; voilà ce que montreront les propos des porte-parole de ce groupuscule patronal depuis longtemps démasqué.

cuisine électorale à la réunion du comité de la gauche

Le comité de liaison de la gauche se réunissait hier matin, au siège du PS. Dossiers à l'étude : la crise, les libertés, la sécurité européenne, le découpage électoral et l'emploi.

L'entente pour des actions n'a pas pu se faire que sur la question électorale, la décision a été prise du lancement d'une campagne pour protester contre le découpage des cantons dans le Val de Marne. Comme on peut le voir, l'union de la gauche met en avant des problèmes qui sont au centre des luttes des travailleurs.

partis révisionnistes européens conférence à nouveau ajournée.

Après 4 jours de débat, les partis révisionnistes européens, réunis pour fixer la date et le texte préparatoire d'une conférence commune, n'ont pu constater que leurs divergences. Ils avaient pourtant annoncé que la conférence commune se tiendrait avant la fin de l'année. Un groupe de travail tentera de faire la synthèse des positions divergentes et soumettra le résultat de ses travaux à une nouvelle réunion préparatoire prévue pour janvier. A ce train, les partis révisionnistes ne sont pas prêts de se réunir. Pris entre les impératifs de leurs projets bourgeois nationaux et leurs liens avec le social-impérialisme, les différents partis révisionnistes ont de plus en plus de difficultés à trouver un quelconque terrain d'entente.

FRANCE-SOIR, IFOP nouveau sondage, nouvelle intox

(suite de la page 1)



Quant au coup de chapeau donné une fois de plus à la police, il est la suite de la campagne menée depuis quelques mois. Sur ce registre, la bourgeoisie procède habilement. Car la «sécurité» est bien une question posée dans le peuple. A Roubaix, dans un foyer, de jeunes travailleurs, révoltés contre les contrôles policiers répétés dont ils sont l'objet dans la rue, nous disaient pourtant : «la police, il en faut contre les agressions». Cette réflexion conduit à se demander : en quoi consiste la délinquance aujourd'hui ? Tout en faisant grand battage sur les agressions physiques dont les statistiques officielles admettent elles-mêmes la faible déve-

loppement, la bourgeoisie fait volontairement l'amalgame entre des faits très différents. On a beau les mettre sous le terme commun de «délinquance», qu'y a-t-il de commun entre un jeune volant la mobylette d'un autre ouvrier pour quitter sa cité-ghetto et une bande de gangsters «professionnels» se livrant aux prises d'otages, et bénéficiant plus d'une fois de protections bien assises dans la société. Quelquefois, des «petits délinquants» deviennent des gangsters dangereux pour le peuple : la bourgeoisie qui, notamment par son système pénitentiaire, anéantit moralement de jeunes fils du peuple, en porte l'entière responsabilité.

Le socialisme bouleversera cette situation. Non seulement, les travailleurs au pouvoir, en supprimant le chômage et les conditions de vie abrutissantes des grands ensembles, s'attaqueront aux causes de la «petite délinquance» mais, ils traiteront celle-ci comme il se doit : comme des contradictions au sein du peuple. Voir des jeunes de 20 ans, sans travail, se pendre dans leur cellule, dans l'attente d'un procès, pour avoir volé quelques francs ; cela n'aura plus cours ; pas plus que la liberté d'action de gangsters chevronnés-colleurs d'affiches des grands partis bourgeois.

L'ordre public que le pouvoir des travailleurs devra faire respecter n'a rien de commun avec l'«ordre public» bourgeois qu'il faudra liquider. Et c'est bien parce que la bourgeoisie craint une explosion sociale qui ébranle son pouvoir qu'elle veut justifier dans l'opinion le renforcement de sa police, déjà de plus en plus fréquemment utilisée contre les travailleurs en grève.

Face au développement des contradictions avec les masses populaires, la bourgeoisie au pouvoir éprouve certaines difficultés à assurer sa cohésion. Le dernier sondage effectué à la demande de Poniatowski, illustre : en attaquant la justice et en valorisant la police, on donne un bon point à Poniatowski et un mauvais à Lecanuet, c'est leur polémique de ces derniers jours qui se prolonge, bien qu'ils soient d'accord sur l'essentiel : mater le peuple.

Jean-Paul GAY

Corse : journées d'action pour la libération des militants emprisonnés.

Grève générale aujourd'hui de 16 h à 19 h en Corse, pour exiger la libération des militants corses emprisonnés. Samedi, des motions et des télégrammes seront envoyés à Giscard et un rassemblement aura lieu à Aléria.

Pour briser la mobilisation du peuple de Corse qui ne se dément pas trois mois après Aléria, le gouvernement et son préfet Riolacci ont fait quelques concessions limitées, et maintenant renouellent leurs menaces de répression. Parmi les concessions : la libération de quelques militants emprisonnés mais plusieurs, dont Edmond Siméoni, restent en prison ; l'inculpation des colons fraudeurs qui était réclamée par les organisations corses ; la création d'une université à Corte, mais le président et le recteur nommés par le gouvernement sont d'anciens colonialistes partisans de l'OAS, l'université que prépare le gouvernement ne correspond pas à ce qu'exige le peuple de Corse.

D'un autre côté, Riolacci menace : «des tentatives de pression ne seront pas tolérées... tout délit sera poursuivi». Des renforts de police considérables ont été dépêchés dans l'île : gendarmes mobiles et CRS.

Ni le déploiement policier, ni les menaces ne feront plier le peuple de Corse qui poursuivra sa lutte pour ses justes revendications.

grave accident dans une centrale nucléaire en Allemagne DEUX OUVRIERS ASSASSINES

Deux ouvriers sont morts dans un accident du travail à Gundremmingen en République Fédérale d'Allemagne. Un accident du travail comme il y en a tant ? Pas seulement, car cet accident s'est produit dans une centrale nucléaire, et les explications contradictoires et embarrassées données sur cette affaire posent une nouvelle fois la question du danger des centrales nucléaires.

La direction de la société GMBH qui exploite la centrale nucléaire où les deux ouvriers ont trouvé la mort a d'abord prétendu qu'ils avaient été brûlés par un jet de vapeur d'eau, suite à une fausse manœuvre d'ouverture d'une soupape. Cette version est manifestement fautive, on ne voit pas comment deux ouvriers auraient pu ouvrir une soupape sachant les risques que cela comportait.

Cette première explication devait être démentie ensuite par la version des faits présentée par le ministère de l'Intérieur du Land de Bavière : l'accident serait dû à une émanation d'éléments radio-actifs ; la radioactivité dans l'enceinte de la centrale avait doublé en deux heures. Cette explication ne tient pas, un doublement de la radioactivi-

té ne peut pas provoquer une mort subite.

Ces contradictions montrent en tout cas une volonté de camoufler les véritables responsabilités et de minimiser l'affaire. Il est probable en fait que l'accident soit consécutif à une fuite de vapeur d'eau du circuit primaire, ce qui expliquerait la mort brutale des deux ouvriers brûlés par de la vapeur à 600°, et le doublement du taux de radioactivité constaté, en effet l'eau du circuit primaire baigne le réacteur composé de barres d'uranium enrichi très radioactif.

Les organes de la presse écrite et parlée en Allemagne comme en France ont tenté de minimiser la gravité de cet accident, en prétendant qu'il s'agissait du «premier mort de l'atome industriel» (France-Soir) ce qui est totalement faux (voir encart).

Les ruptures de canalisation des circuits primaire ou secondaire sont d'ailleurs très fréquentes et nécessitent des réparations dans des conditions de forte radioactivité ; on emploie aux États-Unis des intérimaires pour ce travail.

Mais cet accident ne doit pas nous faire perdre de vue que même une centrale qui fonctionne «bien» du point de vue de la bourgeoisie est une centrale nucléaire dangereuse.

Elle émet des éléments radio-actifs qui multiplient les risques de certains cancers et de mutations.

Elle produit des déchets radio-actifs qui ne sont pas traités à nouveau et seulement stockés dans des conteneurs de béton dont rien ne garantit leur étanchéité.

Elles réchauffent les eaux de mer ou de rivière aux endroits où elles sont implantées détruisant l'équilibre biologique.

Les travailleurs des centrales nucléaires sont exposés en permanence à des radiations dont l'effet prolongé sur l'organisme est mal connu.

Enfin la multiplication prévue des centrales nucléaires et leur rentabilisation multiplie d'autant les risques notamment d'accidents très graves (fusion du cœur des réacteurs) pouvant entraîner des milliers de morts.

La bourgeoisie a vraiment une politique à très court terme qui ne prend nullement en compte la détérioration durable que leur pratique nucléaire occasionne sur la nature et sur les hommes. Politique d'une classe qui sait qu'elle n'en a plus pour très longtemps à exercer sa domination. C'est pourquoi nous devons nous opposer à l'implantation de nouvelles centrales nu-

cléaires telle que le gouvernement l'a prévu tant que les techniques employées ne pourront assurer leur fonctionnement sans risque.

Serge LIVET

RAPPEL DE QUELQUES ACCIDENTS DANS DES CENTRALES NUCLÉAIRES

- 1952 / USA Accident au réacteur d'Argonne : 4 morts.
- 1962 / USA Explosion dans une centrale à Idaho Falls : 3 morts.
- 1964 / USA Accident à la centrale de Wood River : un mort.
- 1969 / RFA La centrale de Gundremmingen (déjà !) doit être arrêtée plusieurs mois, suite à des ruptures des pales des turbines.
- 1969 / France Accident à la centrale de St-Laurent-des-Eaux entraînant la perte de plusieurs kilos d'uranium.
- 1972 / USA Deux ouvriers tués à la centrale de Surry par l'explosion d'une soupape.
- 1973 / France 35 employés du centre de La Hague sont contaminés ; du gaz radioactif se répand dans la campagne.
- Septembre 74 / France. Fuite d'antimoine radioactif au centre d'études nucléaires de Grenoble.

ASSURANCES DU GROUPE DE PARIS



Lors de notre récente manifestation, le permanent CGT, protégé par le service d'ordre de la CGT (parmi lequel on reconnaissait les membres du SO du PCF qui s'étaient imposés à la manifestation spontanée de vendredi lors de la seconde évacuation par les flics) précisa qu'il ne s'agissait pas «d'une manifestation de soutien aux grévistes» !

Ceux-ci dénoncent cette récupération de la manifestation, qui de fait a servi la campagne nationale du PCF sur les libertés. Les grévistes se sont élevés contre cette manipulation !

La récupération ne s'est pas arrêtée là. En effet, les grévistes qu'étaient sur le parcours et vendaient les 21 premiers numéros de leur journal «En lutte». Les troncés fournis par la CGT furent récupérés en fin de manifestation et emmenés directement dans le local syndical CGT des Assurances, situé rue Blanche. Les grévistes s'étant étonnés dans l'après-midi de ne pas connaître le montant de la collecte et de n'avoir pas été conviés à son dépouillement, il leur fut répondu que le fric ne leur était pas intégralement destiné, mais qu'il devait être réparti entre les différen-

tes boîtes du secteur Assurances. Il y a là détournement du fruit de la collecte au détriment des grévistes, et escroquerie vis à vis des personnes qui ont soutenu financièrement la lutte des AGP ! Les grévistes se sont élevés contre ces pratiques inqualifiables !

Toutes ces manœuvres ont bien évidemment été suivies dès l'après-midi d'un appel à cesser la lutte, car la manifestation du matin était parait-il «une victoire», et le patron allait céder... Le personnel gréviste, en réponse à ces mots d'ordre honteux, ont décidé de poursuivre la lutte !

Le comité de grève et les grévistes, avec l'appui de la CFDT, préparent activement le gala de soutien :

samedi 22 novembre de 10H à 18H :
- débats permanents avec des travailleurs en lutte.
et à partir de 14H :
animation, spectacles.
Venez nombreux soutenir notre lutte.
85 rue Charlot
Métro Filles du Calvaire
ou République

Des grévistes des AGP, le 18/11/75

BOUSSAC RESTRUCTURE.

Les patrons du textile continuent leur restructuration. Le patron de Boussac l'annonçait lundi et mardi dans les Vosges. Il s'agit de «moderniser» les usines de s'orienter vers la production des fibres synthétiques et artificielles. Enfin, les patrons du textile envisagent de consacrer une part plus importante des ventes à l'exportation, notamment en Amérique, au Japon et en Australie où il y a moins de concurrence. L'état capitaliste va l'aider par une somme de 155

millions de francs afin de permettre cette restructuration dans les «meilleures conditions». Pour les travailleurs, cela veut dire du chômage, des licenciements. Boussac envisage la fermeture des tissages St Laurent (170 ouvriers), des tissages de mouchoirs à Golbey (244 ouvriers), de Laedrich (407 ouvriers) et d'autres usines. Mais les travailleurs refuseront ces plans ! Ils refuseront de faire les frais de ces restructurations et exigeront leur droit à l'emploi !

Strasbourg :
FOYER SONACOTRA EN GRÈVE

Nous avons reçu ce témoignage de travailleurs du foyer : «Le 18 octobre, un camarade, locataire du foyer, est victime d'une crise cardiaque vers 2 H du matin. Pendant plus de deux heures, nous chercherons le concierge, absent ; nous ne pourrions donc téléphoner au médecin. Notre camarade, faute de soins, mourra. A l'époque, plusieurs d'entre nous se réuniront pour exiger un téléphone 24H sur 24. Après ce crime, la direction dernièrement décidait d'augmenter le loyer : pour des chambres de 2m50 sur 1m50, nous allons payer 220F par mois ! Cette fois, c'en est trop ! Ayant appris que nos camarades de la région parisienne sont en grève, nous décidons de nous réunir en signe de solidarité et de nous mettre en grève nous aussi ; nos revendications sont nombreuses :

- nettoyage des chambres une fois par semaine
- pose d'extincteurs et d'armoires pharmaceutiques
- organisation de voyages et d'activités sportives
- une salle de réunion à la disposition du comité de résidents
- la non-expulsion en cas de chômage, maladie ou autres raisons
- le non-paiement de l'augmentation des loyers jusqu'à la fin de l'année et le non-paiement des loyers en retard

Il y a actuellement des dizaines de chômeurs dans le foyer.»

Avec le Comité de Lutte Contre le Chômage, la lutte s'engage. Déjà, les locataires du foyer «Polygone» à Strasbourg envoient par l'intermédiaire du Quotidien du Peuple leur soutien.

SERSEC 14' jour d'occupation

Depuis un an, les ouvriers de Sersec (usine de robinetterie) subissaient les réductions d'horaires imposées par la direction, 36 heures pour certains, 32 heures pour d'autres.

De plus, les ouvriers partis en retraite n'étaient pas remplacés, les jeunes revenus du service militaire n'étaient pas réembauchés. Ainsi, à la fonderie, les travailleurs sont passés de 40 heures à 20 heures, au «coquillage», ils sont passés de 9 à 4 et comme ils font le même travail, les cadences ont augmenté considérablement. Aujourd'hui, les 470 ouvriers, pour la plupart immigrés, se sont mis en grève avec occupation. Ils revendiquent :

- le retour immédiat aux 40 heures.
- l'indemnisation des heures chômées.
- une augmentation de 8% (le patron n'a cédé que 2,5%).
- le versement de la prime de fin d'année avancée de moitié.
- l'amélioration des conditions de travail.

Chez Sersec, comme à Paris-Rhône, c'est le chômage forcé pour les ouvriers imposé par la direction lors de la grève de l'EDF le 6 novembre qui a fait débordé le vase. Les travailleurs de Sersec seront bientôt rejoints par ceux de Bergeaud et de Stop-Circuit.

Lundi matin, les travailleurs votaient la poursuite de la grève et diffusaient des tracts appelant les travailleurs de Bergeaud et de Stop Circuit à une assemblée d'information et d'action à l'UL CGT.

Dès mardi, un délégué CGT appelait les travailleurs à rentrer chez eux sous prétexte qu'un huissier devait venir constater l'occupation et qu'il valait mieux rester calme ! Seuls 3 délégués syndicaux devant rester pour discuter avec le patron venu de Paris. Les chefs en profiteront pour passer vers les travailleurs, pour les appeler à reprendre le travail.

Mardi soir, la réunion avait lieu à l'UL CGT. Seuls 30 travailleurs des différentes usines seront là, pour entendre les délégués faire le point de la situation. Un ouvrier de Bergeaud se demandera pourquoi ils sont si peu nombreux et dira : «Les syndicats sont débordés et ne voulaient pas d'une grève qui aille si loin». «La popularisation, l'information a-t-elle été bien faite ?». Alors que l'on attend le résultat des négociations dans les différentes usines, les travailleurs commencent à poser des questions sur l'attitude des syndicats. Mais ils continuent l'action ; déjà à Stop Circuit, les travailleurs ont refusé le protocole d'accord de la direction. A Sersec on attend les négociations.

Correspondant Mâcon.

PARIS-RHÔNE :
« Tout le monde est prêt à nous aider, il faut qu'on fasse le pas »

Les grévistes s'organisent.

A partir de jeudi 20 h, les travailleurs de Paris-Rhône risquent l'expulsion. Mercredi soir, dès qu'a été connu le jugement des référés, plusieurs centaines de travailleurs des deux usines se réunissaient en assemblée générale. «Il faut s'organiser pour contrer les menaces d'intervention policière». Une déléguée CGT du 3^e prend la parole, elle rappelle la proposition de la section CFDT du 8^e : convoquer un meeting à 7 h vendredi matin devant l'usine, demander aux Unions Locales d'y appeler dans toutes les boîtes.

Face aux menaces d'expulsion, il faut créer un rapport de forces favorable aux grévistes. L'Union Locale CGT, par la bouche du délégué syndical (par ailleurs membre du P(C)F) fait connaître sa proposition : «Un meeting d'accord mais lundi ou peut être mardi, il n'y a pas le temps, pas l'argent». Ce sont les huées qui accueillent son discours. Les grévistes exigent des explications, les révisionnistes préfèrent quitter la salle en claquant la porte. «C'est depuis le début qu'ils s'opposent à notre grève mais ils ne nous

l'avaient jamais montré clairement comme hier soir» disait jeudi matin une ouvrière du 8^e. Devant la porte, elle faisait signer une immense pétition qui exige de l'Union Locale qu'elle mobilise massivement, dans la nuit, presque tous les ouvriers présents l'avaient signée. Une vingtaine de gréviste la porteront à la bourse du travail. «On est surtout venu hier soir pour leur montrer qu'on a compris, ils ne feront rien mais on se passera d'eux». C'est déjà tous seuls que les grévistes du 3^e ont pris l'initiative d'une contre-lettre pour répondre à celle que le patron a envoyé à tout le personnel. Cette contre-lettre, l'Union Locale CGT refusait ce matin de la tirer, sous prétexte qu'elle est signée Comité de Grève CGT. «Tout le monde est prêt à nous aider, il faut qu'on fasse le pas». Les grévistes de Paris-Rhône ont conscience de l'écho de leur lutte.

Permanence du Comité de Soutien aux travailleurs de Paris-Rhône : tous les jours de 7 h 30 à 19 h - Maison des Jeunes Laennec - rue Jenton - 8^e arr.

en bref

450 MÉTAYERS DU BEAUJOLAIS RIPOSTENT ET EMPÊCHENT UNE MESURE D'EXPULSION !

Mardi et mercredi, 450 métayers se sont opposés à l'expulsion du métayer Georges Dargaud (à St Etienne les Oullères) par son propriétaire.

En 72, celui-ci, malade, demandait à son propriétaire de partir, ce que celui-ci accepta. Mais n'ayant pas trouvé de remplaçant, il obligeait le métayer à reprendre la location en 73.

Celui-ci accepte à condition de cultiver moins d'hectares. En juin 75, il reçoit une lettre recommandée lui demandant de quitter les lieux le 11 novembre, avant la date prévue. Le 7, le tribunal décide son expulsion. Le 18, 300 viticulteurs sont là, empêchant l'expulsion. Le 19, l'huissier revient mais ce sont 450 viticulteurs qui sont présents ! Ils doivent obtenir gain de cause : annulation de l'expulsion !

CIP-BAILLEUL :
TOUR DE FRANCE DE L'EMPLOI

Les ouvrières de l'usine CIP-Bailleul, en lutte avec occupation depuis le 18 juillet pour le maintien de leur emploi, ont décidé de renforcer la popularisation de leur lutte et de rencontrer les travailleurs qui luttent ou ont mené des luttes pour le maintien de leur emploi. Les travailleuses de CIP-Bailleul viennent de décider un tour de France de l'emploi.

Les 23 et 24 novembre, elles seront à Epinal, le 25 à Schirmeck, le 26 à Besançon, le 2 décembre à Fougères, le 5 décembre à Bolbec. Camarades des villes concernées, soutenez leur lutte !

COGNAC : 2 500 VITICULTEURS MANIFESTENT !

Le 18 novembre, à Cognac, 2 500 viticulteurs de Charente et de Charente-Maritime ont manifesté contre les délais insuffisants pour le paiement de leurs impôts, contre le non-paiement de la faible partie de leur récolte débloquée. Ils ont décidé de se rassembler à nouveau le 24 novembre à La Rochelle, le 26 à Angoulême, le 23 novembre, ils iront dans les perceptions imposer le report du paiement des impôts !

correspondant Bordeaux

SITUB-VITROLLES :

Pour obliger la direction à accepter leur juste revendication, les 647 salariés de la Situb de Vitrolles (entreprise de tuyauterie) étendent le conflit au centre de Lacq dans les Pyrénées et de Donge à St-Nazaire, tous les autres centres doivent les rejoindre dans la lutte pour obtenir notamment le 13^e mois, la semaine de 40 h, en 5 jours sans perte de salaire. Les soudeurs de la Situb avaient déjà effectué deux arrêts d'une demi-heure le vendredi 7 novembre et depuis le jeudi 13 novembre c'est la grève totale devant le refus de négocier de la direction !

corresp. Marseille

CAISSE D'ÉPARGNE

En lutte depuis le mercredi 12 novembre, les agents et cadres de la Caisse d'Épargne des Bouches-du-Rhône poursuivent leur grève devant le refus de la direction d'accepter la titularisation des auxiliaires, l'augmentation des effectifs, le respect du statut et de la représentation des délégués du personnel.

corresp. Marseille

télévision

bloc-notes

programme

VENDREDI 21 NOVEMBRE

- TF 1
- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE
 - 18 h 45 - POUR LES JEUNES
 - 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
 - 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
 - 19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR feuilleton
 - 20 h 00 - JOURNAL
 - 20 h 30 - AU THEATRE CE SOIR : LES Hanneçons (boulevard)
 - 22 h 00 - ARCANA le saxophone
 - 22 h 50 - JOURNAL et fin
- A 2
- 18 h 30 - JOURNAL
 - 18 h 40 - PALMARES DES ENFANTS
 - 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
 - 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
 - 19 h 45 - Y'A UN TRUC
 - 20 h 00 - JOURNAL
 - 20 h 30 - LES GRAPPES DE MA VIGNE feuilleton
 - 21 h 30 - APOSTROPHES
 - 22 h 35 - CINE CLUB : JE SUIS UN EVADÉ am. v.o. ss. titrée de Mervyn le Roy 1932
 - 00 h 10 - JOURNAL et fin
- FR 3
- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
 - 19 h 00 - POUR LES JEUNES
 - 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
 - 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE la CFTC
 - 19 h 55 - FLASH JOURNAL
 - 20 h 00 - PROGRAMMES REGIONAUX
 - 20 h 30 - VENDREDI
 - 21 h 20 - CIVILISATION
 - 22 h 10 - JOURNAL et fin

SAMEDI 22 NOVEMBRE

- TF 1
- 14 h 35 - SAMEDI EST A VOUS
 - 18 h 50 - MAGAZINE AUTO-MOTO
 - 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
 - 19 h 45 - LA VIE DES ANIMAUX
 - 20 h 00 - JOURNAL
 - 20 h 30 - NUMERO 1 : Julien Clerc
 - 21 h 30 - PEYTON PALACE feuilleton
 - 22 h 15 - A BOUT PORTANT
 - 23 h 20 - JOURNAL et fin
- A 2
- 14 h 05 - SAMEDI DANS UN FAUTEUIL
 - 18 h 00 - CLAP magazine du cinéma
 - 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
 - 20 h 00 - JOURNAL
 - 20 h 30 - LE PERE AMABLE film TV
 - 22 h 15 - DIX DE DER
 - 23 h 35 - JOURNAL et fin
- FR 3
- 18 h 25 - ÉMISSION ALSACIENNE
 - 18 h 55 - FLASH JOURNAL
 - 20 h 00 - FESTIVAL DU COURT MÉTRAGE
 - 20 h 30 - LES PAPIERS D'ASPERN
 - 22 h 20 - JOURNAL et fin

CASENEUVE ET LA GRÈVE DU PERSONNEL DE TELEVISION.

Caseneuve, c'est le PDG de TF1. Interviewé hier à midi, il a voulu jouer au patron qui a autre chose à penser qu'aux grèves. Signalant, tout de même que le conseil d'administration avait examiné la question du social, il a ensuite parlé pendant 5 bonnes minutes... du programme de Noël. C'est un artiste dans l'art de masquer son embarras. Les grévistes apprécieront. La lutte se poursuit : les revendications qui portent sur la suppression des catégories qui divisent les travailleurs de la télé restent posées. Hier, Radio-France a rejoint le mouvement et d'autre part aujourd'hui les trois chaînes doivent suivre ensemble les mots d'ordre d'arrêts de travail.

mercredi soir sur TF 1
**«LA RESPONSABILITÉ MÉDICALE»
un faux débat**

Mercredi soir, à 22 H, TF1 a diffusé une émission sur la responsabilité médicale. Le terme a été en vedette, il y a peu avec la mort d'un jeune garçon qui est décédé faute d'avoir trouvé une place dans un service. En effet, qu'entendons nous par responsabilité médicale : c'est celle de la société que l'affaire révoltante du jeune Emmanuel a mise en lumière ; c'est la mise en accusation de la façon dont la bourgeoisie se moque de notre santé, de la façon, dont elle ne fait que réparer ce que sa domination a causé. A l'émission, mercredi soir, pas question bien sûr des accidents du travail, de la santé de classe, le débat était tout au contraire fait pour dévier ces questions politiques qui se posent de plus en plus largement dans notre peuple. Ont participé au débat entre autre, le président des SAMU de Paris (Service d'Aide Médical d'Urgence), le prési-

dent du conseil de l'ordre de Paris. Pour eux, l'inconvénient de la responsabilité des médecins sur la plan juridique (responsabilité pourtant bien limitée) c'est que ça les conduit à faire de nombreux examens coûteux, qui vont contre la rentabilité de la médecine. Leur conception de la responsabilité médicale illustre bien une chose : qu'ils couvrent le système capitaliste, et qu'ils proposent même de l'aménager pour que sur la question de la santé, il fonctionne mieux. Ce n'est pas pour rien que ce sont ces médecins là que la télévision a choisis pour illustrer ce point de vue. Car dans la lutte contre la santé capitaliste, aux côtés des masses, aujourd'hui des médecins se mettent au travail remettant ainsi en cause l'alliance illustrée mercredi soir entre la bourgeoisie et les médecins.

Claude VILLARD



feuilleton

Liévin: le mineur accuse

Dans plusieurs cités minières, on a vu la direction des Houillères exiger purement et simplement la démolition de commodités sanitaires, de garages que les habitants avaient construits eux-mêmes à leurs frais, aux prix de sacrifices, et cela sous le simple prétexte que ces réalisations ne correspondent pas...aux normes fixées par les grands bureaux ! Les Houillères précisent simplement : «si ces aménagements ont été effectués dans des conditions annexes dites parasitaires et appelées à la destruction, les Houillères peuvent participer au déplacement de l'installation» !

Voilà des travailleurs qui ont passé de nombreuses heures de leur temps de repos à bricoler pour améliorer leur logement, et qui n'ont pas voulu attendre la réponse très hypothétique des Houillères à leurs réclamations, car les Houillères n'ont jamais jusqu'à aujourd'hui dépensé deux sous pour rénover le logement du mineur, et guère plus pour le réparer. Et voilà que le «plan de rénovation» des Houillères veut détruire ce que les mineurs ont construit.

«J'ai construit un garage à mes frais, à côté de ma maison, J'en ai eu pour plus de 1 300 F. Maintenant, les Houillères veulent détruire le garage, elles promettent simplement qu'il y aura des garages ailleurs...» un mineur, cité Rollencourt à Liévin

UN EXEMPLE...

Les travaux de rénovation entrepris en 1974 à la cité des Musiciens à Bruay-en-Artois, montrent assez bien comment est conçue cette rénovation. Les plans initiaux ont prévu que la construction des WC devait supprimer une fenêtre de la salle à manger, privant ainsi le logement de clarté, alors qu'il n'en dispose déjà pas de trop. Les plans ont exclu le remboursement des frais de garages déplacés, sauf dans des cas exceptionnels qui «doivent être étudiés», tels celui-ci : un mineur qui a dû démonter deux fois son garage, construit en parpaings selon les plans des Houillères, et qui a été mis dans l'obligation de le démonter une troisième fois, les Houillères exigeant cette fois une construction en plaques... D'après le plan de «rénovation», sont considérées comme constructions parasitaires, donc à détruire, les vérandas qui abritent souvent de très belles fleurs servant de protection supplémentaire contre le froid et le vent. Quant à la construction d'une salle d'eau dans chaque logement de la cité, elle a été annulée faute d'argent !

Cette soi-disant rénovation conçue dans l'ignorance voulue de l'intérêt et des goûts du mineur, a suscité de nombreuses protestations dans les cités

**la fièvre
chez l'enfant**

Devant une fièvre, chez l'enfant, il faut savoir que le médecin appelé dès les premières heures ne trouvera rien bien souvent, mais prescrira des remèdes et parfois, des antibiotiques «par mesure de couvertures».

C'est généralement inutile et le plus souvent dangereux car un traitement «au hasard» peut masquer des signes qui seraient apparus quelques heures plus tard et auraient conduit au diagnostic. Sans compter le prix de la visite et des médicaments inutiles ! Mieux vaut prendre quelques mesures simples et attendre quelques heures. Il faut découvrir complètement l'enfant, ne pas trop chauffer sa chambre (17°). Plus on met de couvertures, plus la fièvre monte et plus l'enfant se déshydrate. Il faut aussi lui proposer à boire très souvent (de l'eau, des jus de fruits, orange ou citron pressés, étendus d'eau sucrée, lait...). Si la fièvre persiste malgré les mesures, au bout de 24h, on appelle le médecin.

Si la fièvre est très élevée, vers 40°, il ne faut pas hésiter à le mettre dans un bain ; à 38°, baisse progressivement à 37°, le résultat ne se fait pas attendre : en l'y laissant 5 ou 10 minutes, il n'aura plus que 38°5. Dernière mesure : lui donner de l'aspirine, avant 5 ans, donner en 3 ou 4 fois (toutes les 6h, 5 centigrammes par kilo ; ainsi, pour un enfant de 6 kilos, il faut 30 centigrammes soit 3 sachets de Catalgine - 1 matin ; 1 midi ; 1 soir -). C'est très efficace et la fièvre

diminue très rapidement. Le plus souvent, ces quelques mesures permettront d'attendre sans risques et une fois sur deux, l'enfant n'aura plus de température le lendemain.

- Le recours au médecin est nécessaires dans les cas suivants :
- quand la température n'a pas baissé au bout de 24h ;
 - quand elle est associée à des vomissements, de la diarrhée, des maux de têtes sévères ;
 - chez les nourrissons (jusqu'à 3 ans), qui est fragile, et, devant une fièvre à 39°5, mieux vaut consulter le médecin à moins qu'il n'ait, manifestement, un gros rhume, ou quelques dents qui percent.
 - Avant 5 ans, si la fièvre n'a pas de gravité en soi, le cerveau de l'enfant la supporte mal ; il faut donc la faire baisser en donnant régulièrement de petites doses d'aspirine tout au long des 24h.
- Il existe des suppositoires (Prénoxan) qui associent de l'aspirine et du phénobarbital ou Gardenal à faible dose qui protège le cerveau en cas de chute ou de montée brutale de la fièvre contre les convulsions.

Docteur QdP



concernées : les habitants ont obligé les Houillères à revoir leurs plans et à remettre en question certaines destructions envisagées.

UN MINEUR DE BRUAY TMOIGNE

«Il y a des gars à Bruay qui étaient dans des baraquements, dans des camps de prisonniers. Alors dans ces camps de prisonniers, on les logeait pour rien parce que, soi-disant c'est des gens vulgaires, des gens qui ne voulaient pas travailler. Mais tout le monde n'est pas dans le même cas.

A l'heure actuelle, on les reloge mais, toujours sans les moyens de payer leur logement, et on sait qu'ils arriveront pas à le payer. Alors on leur dit : voilà, vous avez un logement, mais ils n'ont pas les possibilités de le payer, ce logement, ils ne sont donc pas relogés.

Ils logeaient dans des étables à cochons, dans des étables à vaches ! C'étaient des mineurs français qui logeaient dans ces baraquements. Des mineurs qui ont été licenciés. Ces baraques là, ça ne devrait plus exister. Il faut voir, ces baraquements comme ils sont. Des camps de prisonniers. C'est en dehors de Bruay, derrière la fosse 3. C'est le camp de Divion, cité 38.

Reconnu par le commissariat de police de Divion comme camp de prisonniers allemands. Menacé d'expulsion. J'ai été voir le maire de la commune. Je lui ai expliqué qu'on voulait m'expulser, que j'avais perdu mes parents, que je n'étais plus aux Houillères. J'ai fait le nécessaire aux Houillères pour dire d'être logé. J'avais la possibilité de payer mon loyer. Pour eux, je n'avais pas le droit d'y habiter du fait que je n'étais plus en activité. Par la suite on m'a dit : voilà vous pouvez loger à condition que vous payiez. Donc, on a frappé sur la table en me disant : voilà, vous devez payer tant... J'avais une somme de 180 000 AF à payer en arrière. J'ai payé cette somme et tous les mois, tant pour le loyer... Ce qui fait qu'à l'heure actuelle, c'est arrivé à 22 000 AF tous les mois à payer. Alors, il arrive un jour, un mois où on ne peut pas. Il y a l'eau, l'électricité, le charbon à payer. On n'arrive pas à payer. Donc on attend le second mois pour payer.

Mais, ces messieurs, ce n'est pas le second mois... Il faut payer toujours un mois avant. Donc sur deux mois, il faut que tu payes 62 000 AF (c'est pour le trimestre). Et qu'est-ce qu'il te reste avec une somme de 162 000 F pour le trimestre. Tu bouffes de l'eau ou bien du pain sec.

un mineur de Bruay, 15/3/75
(à suivre)

en bref

LIBAN :
ARMES REVISIONNISTES
POUR LES PHALANGES

Jusqu'au printemps dernier, la réaction libanaise a été largement armée par les pays est européens. Ses armes légères provenaient essentiellement de Bulgarie, de Tchécoslovaquie et d'Allemagne de l'Est. C'est seulement dans la dernière période que ces livraisons ont cessé, les révisionnistes craignant que leur trafic soit surpris au moment où la réaction libanaise multiplie les provocations contre les masses et contre la Résistance Palestinienne.

CHINE : LES VERRIERS DE
CHANGHAI AUTOMATISENT
LEURS USINES

Avant la libération, tout le processus de fabrication des bouteilles de verre se faisait à la main, à des cadences très élevées. Depuis 1966, les ouvriers se sont unis aux techniciens et cadres pour moderniser leurs usines, rendant la fabrication automatique, fabriquant de nouveaux types de machines, meilleur marché et moins encombrantes. De la sorte, la production a plus que doublé ; les conditions de travail se sont considérablement améliorées ; contrairement à ce qui se passe en régime capitaliste, la baisse du nombre des ouvriers de 1 500 à 440 en 10 ans ne s'est pas traduite par le chômage, mais par la reconversion des travailleurs concernés.

Couve de Murville à Beyrouth :
L'INTERVENTION DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS
AU LIBAN, UNE LONGUE HISTOIRE.

Alors que Couve de Murville se trouve au Liban pour, d'après lui « contribuer à la détente », on commence à reparler des « liens », de « l'amitié » entre la France et le Liban. Qu'en est-il au juste de cette « amitié » ?

Avant la 1^{re} guerre mondiale, les pays européens cherchaient par tous les moyens à s'infiltrer dans les pays du Moyen-Orient sous domination ottomane : la France prétend « protéger » les chrétiens et l'Angleterre les druzes (autre religion) face aux musulmans majoritaires dans l'empire ottoman.

Ces prétextes sont le début des interventions impérialistes dans la région. Pendant la 1^{re} guerre mondiale, la France et l'Angleterre profitent de la faiblesse de l'empire ottoman pour signer l'accord Sykes-Picot en 1917. Cet accord divise la région en « zones » françaises : le Liban, la Syrie, et en « zones » anglaises : l'Irak, la Palestine et la région qui forme actuellement la Jordanie. La France commence dès cette période à mettre sur pied les bases de l'État confessionnaliste au Liban. En Syrie, des révoltes populaires obligent la France à se retirer. Au Liban, les luttes populaires sont récupérées par les féodaux au pouvoir qui signent avec la France une caricature de traité d'indépendance : et « le pacte national » est imposé en 1943. Ce « pacte national » est la consécration de la politique française cherchant à diviser le peuple libanais en confessions : division des pouvoirs en confessions : le président de la République et le chef de l'armée doivent être maronites (secte chrétienne), le premier ministre doit être sunnite et le président de l'assemblée doit être chiite ; la « protection » de la France aux maronites est en



Une école catholique : l'impérialisme français spéculait sur les divisions religieuses.

fait une manœuvre pour lier une partie de la population libanaise à la France pour la préservation de ses intérêts. Pour renforcer la place de la France au Moyen-Orient et spécialement au Liban, après l'intervention de plus en plus grande de l'impérialisme américain, de Gaulle prend position contre « Israël » lors de la guerre de 67, et en 68, après le raid israélien sur l'aéroport de Beyrouth, il envoie Gorse au Liban qui déclare : « la France ne resterait pas indifférente devant une menace contre le Liban ».

Depuis cette époque, la France n'a plus les mêmes relations privilégiées avec les Phalanges de Gemayel créées pendant le mandat français ; ses intérêts l'obligent à se tourner aussi vers les autres pays arabes. L'impérialisme américain remplacera la France dans le soutien aux Phalanges, même si les Phalanges proclament que « la

France est la mère du Liban ».

En sorte que la bourgeoisie française n'est plus en mesure aujourd'hui de jouer un rôle déterminant, ni auprès de la bourgeoisie musulmane, ni auprès de la bourgeoisie chrétienne. Malgré les formules de politesse avec lesquelles il a été accueilli, Couve a dû d'emblée se défendre de toute tentative d'ingérence, affirmer qu'il offrait son « amitié » et non sa « médiation ». On est bien loin des « relations privilégiées » qui devaient, selon nos gouvernants, permettre à la France de réconcilier entre eux les Libanais. Mais le sens dans lequel ils entendent exercer leur action est marqué nettement par la déclaration de Couve sur « la pérennité de l'État libanais », c'est-à-dire de la constitution confessionnelle qui paralyse le pays.

Yomna el-Khalil

ANGOLA
déclaration du gouvernement chinois

A l'heure où l'Union Soviétique inonde l'Angola de ses blindés, de ses canons et de ses mercenaires, russes ou cubains, provoquant ainsi une grave guerre civile ; où les États-Unis répliquent en recourant à la lie des racistes sud-africains et des fascistes portugais, la Chine Socialiste continue à être injustement accusée d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Angola. La déclaration du ministère des affaires étrangères de la République Populaire de Chine, publiée le 15 novembre, fait clairement justice de toutes ces calomnies, en faisant la démonstration d'une position internationaliste prolétarienne.

Le 11 novembre 1975, la domination coloniale du Portugal en Angola qui a duré pendant cinq longs siècles a pris fin, et l'Angola est devenu un État souverain indépendant. C'est là une grande victoire que le peuple angolais, fort du soutien des peuples d'Afrique et du reste du monde, a remportée grâce à sa longue lutte persévérante et héroïque, notamment à sa lutte armée entamée dans les années 60 contre le colonialisme portugais. Le gouvernement et le peuple chinois expriment leurs chaleureuses félicitations au peuple angolais ainsi qu'aux trois organisations de libération de l'Angola.

Mais, après l'indépendance, il n'a pu être institué un gouvernement d'union nationale en Angola, et il y est apparu une situation affligeante de division et de guerre civile. Cela est dû exclusivement à la dispute



Les malheurs de la guerre civile : la responsabilité en revient à l'intervention étrangère, principalement social-impérialiste.

des deux superpuissances, notamment à l'expansion flagrante et à l'intervention grossière perpétrées par l'Union Soviétique. L'existence de divergences entre les trois organisations de libération de l'Angola est chose normale, et ces divergences auraient pu être réglées par elles au moyen de consultations pacifiques, sous le drapeau de l'Union Nationale et à l'abri de l'ingérence extérieure. Cependant, au grand mépris des accords que les trois organisations de libération de l'Angola, sous l'impulsion de l'organisation de l'Unité Africaine, ont

signés en vue de renforcer l'union et de réaliser conjointement l'indépendance, la direction de l'union soviétique a fomenté délibérément la scission entre elles, introduit d'importantes quantités d'armes en Angola, et soutenu une seule des trois organisations tout en calomniant et en attaquant impudemment les deux autres : c'est ainsi qu'elle a provoqué, elle seule, la guerre civile en Angola. En outre, l'Union Soviétique n'a cessé de semer la zizanie et de créer le désaccord entre les pays africains. Les faits et gestes de la direction de l'Union Soviétique

ont révélé au grand jour ses traits de social-impérialisme.

Les dirigeants de nombreux États africains et surtout l'Organisation de l'Unité Africaine ont déployé des efforts considérables de médiation en faveur de l'élimination des divergences entre les trois organisations de libération de l'Angola, et avancé une série de propositions positives telles que la cessation immédiate de la guerre civile et la formation d'un gouvernement d'Union Nationale par les trois organisations de libération de l'Angola. Cette juste position de l'O.U.A. correspond entièrement aux intérêts du peuple angolais et de tous les autres peuples africains. Le gouvernement chinois exprime sa haute appréciation et son ferme soutien à cet égard.

Le gouvernement et le peuple chinois ont toujours prêté leur sympathie profonde et leur soutien résolu au peuple angolais dans sa juste lutte contre le colonialisme portugais, pour l'indépendance nationale, et ils souhaitent sincèrement que les trois organisations de libération de l'Angola prennent à cœur les intérêts de la nation angolaise, tiennent compte de la situation dans son ensemble, s'unissent et éliminent les divergences, combattent l'ennemi commun, se débarrassent de l'immixtion et de l'intervention de superpuissance et conjuguent leurs efforts pour édifier un Angola de concorde nationale, uni, unifié et réellement indépendant.

portugal
après le succès
des maçons,
le
gouvernement
Azevedo
à la
dérive

Hier, dans la matinée, le gouvernement provisoire portugais, le sixième depuis le 25 avril 1974, a décidé de « suspendre ses activités », et s'est adressé au président de la République, le général Costa Gomes, pour qu'il rétablisse « l'ordre et l'autorité » en sa qualité de chef d'État major. De leur côté, les « commissions de travailleurs » de la région de Lisbonne appelaient hier après-midi à une manifestation devant le palais présidentiel, sous la responsabilité d'un « secrétariat » tenu en fait par le P«C»P.

Les pressions qui se multiplient ainsi sur le président de la République marquent bien que le Portugal est entré dans une nouvelle crise gouvernementale : le PS et le « Parti Populaire Démocratique », d'un côté, le P«C»P, de l'autre, ont engagé une course de vitesse pour se placer en position favorable dans la constitution de la prochaine équipe.

Cependant, au sein des couches dirigeantes des forces armées, la crise se manifeste aussi, comme à chaque tournant depuis le 25 avril. Le groupe dit des « neuf », à l'origine de la mise en place du sixième gouvernement, se décompose. La question de l'avenir du « COPCON », groupement de troupes qui ont pesé depuis plusieurs mois comme un obstacle à la réaction, se trouve posée. L'état-major de l'armée de terre tente de proposer un gouvernement militaire « au-dessus des partis ».

Cette fois, la crise promet d'être plus grave que jamais pour la bourgeoisie : confrontés au mouvement des masses, les différents partis, y compris le parti révisionniste, ont tous subi l'usure du pouvoir, sont tous apparus comme fondamentalement opposés aux aspirations populaires. Le P«C»P lui-même, même s'il a réussi à se refaire un visage populaire en s'infiltrant dans les derniers mouvements de masses, ne peut guère envisager, après les coups reçus cet été, de gouverner seul. Et gouverner avec le parti socialiste serait encore plus difficile, après la façon dont ce dernier vient de se démasquer en trois mois de gouvernement.

Ce sont les masses populaires qui, par leur mouvement, ont eu raison du sixième gouvernement réactionnaire, les maçons lui ayant porté le coup de grâce. Si elles ne semblent pas en mesure aujourd'hui de recueillir les fruits de leur victoire, leur mouvement reste l'obstacle fondamental à toute « stabilisation » bourgeoise au Portugal.

international

le quotidien du peuple

FRANCO EST MORT

A BAS JUAN CARLOS

ce qu'ils en pensent des travailleurs espagnols à Paris.



VIED'UN ASSASSIN

août 17 : Grève générale en Asturies, à Oviedo : Franco réprime sauvagement à la tête d'une colonne de mitrailleuses. Puis il va mener la guerre du Rif contre Abd-el Krim et les légitimes aspirations du peuple marocain à l'indépendance.

1927-1931 : le fasciste Primo de Rivera le nomme directeur de l'académie générale de Saragosse, afin d'inculquer l'idéologie corporatiste et fasciste aux promotions d'officiers.

octobre 1934 : Franco est chargé par la bourgeoisie de réprimer à nouveau les mineurs des Asturies : il assassine près de 20 000 grévistes et emprisonne 30 000 personnes.

17 juillet 1936 : il prend la tête de l'offensive contre-révolutionnaire et recourt au terrorisme et à la destruction systématique des populations civiles. Hitler et Mussolini l'aident militairement et politiquement.

Janvier 1943 : devant Stalingrad,

extermination de la légion Azul. Franco qui n'a pu intervenir aux côtés de l'Allemagne et de l'Italie fascistes, vu la faiblesse de son pays, a tenu toutelois à être présent dans la lutte contre le peuple soviétique.

1947 : Les USA apportent leur aide à Franco, « vaillant rempart contre le communisme ». Franco poursuit sa répression impitoyable.

20 avril 1963 : Julian Grimau est assassiné pour avoir combattu Franco durant la guerre civile.

2 mars 1974 : Puig Antich est garotté.

septembre 1975 : nos cinq camarades de l'ETA et du FRAP dont fusillés.

La vie de Franco est celle d'un assassin : commencée dans le sang des mineurs asturiens, elle s'achève par l'assassinat des meilleurs fils des peuples d'Espagne, qui n'ont jamais baissé la tête devant le fascisme franquiste.

Camille NOEL

Il est midi, dans un restaurant espagnol. Ils sont près d'une vingtaine d'Espagnols, tous travaillant sur les chantiers et usines avoisinants. La mort de Franco ? Ils s'en réjouissent, bien qu'elle se soit fait trop attendre. « Tu vois, cela fait trois semaines qu'il est mort, politiquement. Mais dans l'ombre, les clans se disputaient. Alors jusqu'à ce qu'ils se soient entendus, on a maintenu Franco dans un semblant de vie ». Maintenant qu'il est mort, cela veut donc dire que l'après franquisme est assuré ? « Franco ou Juan Carlos, c'est pareil, tu vois »

un ancien des Brigades Internationales

« FRANCO N'AURAIT JAMAIS DU MOURIR DANS SON LIT »...

QdP : que représente pour toi la mort de Franco ?

René : que Franco soit mort est une satisfaction, mais aussi une sorte d'amertume. Sa mort aurait dû être une explosion de joie populaire. On a prolongé sa vie pour voir comment le peuple allait réagir. Sa mort a été réglée comme du papier à musique.

Il n'aurait jamais dû mourir dans son lit, ce n'est pas la vieillesse qui aurait dû le condamner à mort, mais le peuple.

QdP : 35 ans après les Brigades Internationales qui était pour toi Franco ?

René : c'est l'assassin d'un million de travailleurs espagnols, l'ennemi du peuple qui avant son coup d'Etat brisait dans le sang les grèves des Asturies, et qui par son soulèvement a permis à Hitler et Mussolini d'étrangler la République espagnole. La non-intervention du gouverne-

ment Blum en France a permis aux fascistes de s'installer en Europe quand le capitalisme avait besoin d'une politique de force pour briser les mouvements révolutionnaires. Nous étions tous les peuples d'Espagne, soutenus par l'Union Soviétique de Staline.

QdP : pourquoi Franco a-t-il pu rester aussi longtemps ?

René : depuis des années, les dirigeants du PCE ont trahi l'idéal des communistes espagnols, du peuple espagnol et des Brigades Internationales qui ont combattu contre Franco. Cette trahison a laissé le peuple espagnol désarmé, contribuant ainsi à la stabilité du régime fasciste. Lorsque je suis rentré en France après la défaite, je suis revenu avec des réfugiés espagnols, certains m'écrivent encore de Mexico où ils se trouvent ; dans les maquis de nombreux républicains espagnols nous avaient rejoints, j'en connais encore aujourd'hui : ils pensent comme moi.

MANIFESTONS A PARIS SAMEDI

POUR CÉLÉBRER LA MORT DU BOURREAU DES PEUPLES D'ESPAGNE.

CONTRE LE PANTIN JUAN CARLOS ET LA CONTINUATION DU FASCISME.

A L'APPEL DU P.C.R.(m-f) et d'autres organisations.

(le lieu d'appel sera publié dans le journal de demain)

DECLARATION DU SECRETARIAT NATIONAL DE L'U.C.J.R.

Franco est mort : l'heureux événement attendu par des centaines de milliers d'antifascistes dans le monde doit être accueilli comme il convient : que partout les jeunes manifestent par des rassemblements et des festivités, leur satisfaction devant une disparition qui ne manquera pas d'accroître encore les difficultés de la dictature !

Mais Juan Carlos va monter sur le trône : le pantin que la bourgeoisie française présente comme le champion de la démocratisation en Espagne, vient de faire jeter en prison des dizaines de militants : le combat continue donc et la solidarité doit se maintenir à un haut niveau.

L'UCJR (Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire), appelle les jeunes, partout où cela sera possible et notamment par des grèves dans les écoles, à des rassemblements de soutien à la lutte des peuples d'Espagne : nous montrerons que la jeunesse de notre peuple n'est pas dupe d'aucune des manœuvres de la dictature fasciste ! NI FRANCO ! NI ROI ! RÉPUBLIQUE POPULAIRE !

RÉPRESSION MASSIVE : LE SINISTRE PLAN LUCERO S'EST MIS EN ROUTE.

En espagnol, Lucero veut dire petite étoile : c'est le mot de passe qui a été diffusé sur les ondes et à la télé espagnole dès le début de la maladie de Franco le 20 octobre. La provenance de ce message codé ? Le ministère de l'intérieur. Selon un scénario prévu depuis plusieurs années, un plan d'urgence devait être déclenché dès que la question de la succession se poserait. Aujourd'hui il est en marche.

Le plan Lucero se compose de 3 phases. La phase orange, la première, prévoit que 20 000 espagnols seront surveillés nuit et jour par des groupes d'action composés de 3 personnes sûres. Ces commandos sont formés de membres de la police civile ou militaire, mais aussi de tous les groupes parallèles dont l'existence dépend de la survie du régime. Il est évident que l'ampleur du Plan suppose une longue préparation, qui n'a pu s'effectuer que dans le cadre du régime. Les commandos du Plan Lucero opèrent à partir d'un fichier établi pendant plus de 35 ans de dictature. La conception et l'application de ce plan est le fait du Service de Documenta-

tion de la Présidence, un organisme qui sous ce nom anodin coiffe tous les services civils ou militaires du régime franquiste ; parmi les chefs de ce service on relève les noms de Vallespin et du Général Campano, nouveau directeur de la Garde Civile, qui ont tous les deux combattu dans la division Azul à Stalingrad.

La seconde phase du Plan, La Phase Rose, consiste à intercepter tous les suspects et à les concentrer dans des lieux prévus d'avance, casernes, collèges, arènes et stades, à l'exemple du Chili.

La Phase Rose d'après le texte du télégramme 01075/XXX qui a déclenché l'opération, prévoit « la neutralisation définitive de tous les suspects ». Aujourd'hui, dans la rue, en Espagne, le Plan fait l'objet de toutes les conversations ; mais devant les réactions qu'il a suscité, le Ministère de l'Information a dû renoncer qu'il s'agissait d'organiser des funérailles grandioses à Franco, d'exposer son corps pendant 48 heures Place d'Orient, puis de faire un grand défilé jusqu'au Valle de los caídos. Qui croira

qu'il s'agit seulement de dispositions protocolaires ? Personne ! Personne, car la première phase du Plan est en cours et le nombre d'arrestations ne cesse de croître.

QUI EST VISE AUJOURD'HUI EN ESPAGNE ?

Ceux qui courent aujourd'hui le plus grand danger, ce sont les prisonniers politiques qui peuvent être à tout moment massacrés. Le 1er novembre dernier, des groupes de la police fasciste avaient pénétré à Carabanchel (prison de Madrid) pour liquider les prisonniers ; la même chose s'est produite à la prison de Puerto de Santa Maria dans laquelle plusieurs militants de l'ETA sont détenus. On apprend d'autre part que 650 détenus politiques ont été isolés dans les prisons, alors que d'ordinaire ils sont mélangés aux droits communs, puisque le statut de prisonnier politique n'existe pas. Le prétexte avancé pour cet isolement est d'assurer la sécurité des prisonniers et la situation est si grave que certains détenus demandent que

les prisons soient protégées par l'armée.

Mais tous les milieux de l'opposition, même modérée sont touchés : avant-hier, on apprenait que depuis le début de la maladie de Franco, plus de 500 personnes avaient été arrêtés à Madrid, Séville, Valence, entre autres des membres de commissions ouvrières. Des personnalités comme M.M. Pujol, banquier, Solevar Barbera, avocat, Gutierrez Pia, médecin, ont fait l'objet de menaces de mort, de même que l'ancien administrateur de « Madrid » (journal) Trevijano. Des actions d'intimidation se multiplient : 19 membres de l'assemblée de Catalogne ont été « visités » par des commandos de barbouzes fascistes, auxquels participe la brigade politico-sociale. On leur a donné 24 heures pour quitter le territoire espagnol après la mort de Franco sans quoi, ils seraient exécutés.

Nous ne pouvons pas prendre ces menaces à la légère, d'autant moins que 80 000 armes légères ont été distribuées la semaine dernière aux bandes

fascistes, comme si tous les corps répressifs n'y suffisaient pas. La signification politique de ce plan est claire : il ne s'agit pas seulement d'un plan des ultras, mais bien d'un plan de l'ensemble du régime fasciste, de l'ensemble de l'appareil d'état fasciste. La presse bourgeoise ergote sur le libéralisme de Juan Carlos, mais le plan Lucero a commencé à être appliqué sous son interim et avec son accord.

D'autre part, l'oligarchie sait bien quels sont les sentiments des peuples d'Espagne après la mort de Franco : une immense joie et la volonté d'en finir avec toute forme de continuité du fascisme, une volonté qui va se matérialiser tôt ou tard en une force irrésistible. C'est pourquoi même les secteurs de l'opposition qui ne verraient pas d'un mauvais œil l'installation d'une démocratie de type occidental sont aujourd'hui inquiétés par le plan Lucero. Aujourd'hui, le choix dominant dans l'oligarchie est en faveur du maintien du fascisme, et non pour cette autre forme de dictature qu'est la démocratie bourgeoise.

Hélène VARJAC.